

## PROGRAMME

Tous les horaires sont en heure de Paris (CET)

### Réunion en ligne du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE

organisée conjointement avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN  
et en partenariat avec Women Political Leaders (WPL)

---

## Une reprise porteuse de changement

Présidence : **Anthony Gooch**, Directeur, Relations extérieures et Communication, OCDE

### Mardi 9 février 2021

13h00 – 13h05 **Remarques introductives**  
*Anthony Gooch*, Directeur, Relations extérieures et Communication, OCDE

13h05 – 14h15 **Vers un nouveau consensus pour des progrès économiques, sociaux et environnementaux**  
Conversation avec **Angel Gurría**, Secrétaire général de l'OCDE

14h15 – 14h30 Pause

14h30 – 16h00 **Pour une reprise durable et inclusive :**

#### **Repenser les liens entre politiques fiscales et politiques monétaires** *Laurence Boone*, Cheffe économiste, OCDE

Si les perspectives de l'économie mondiale s'améliorent, des incertitudes considérables demeurent et les économies sont confrontées à des défis importants, car la pandémie affecte fortement les emplois, les entreprises et les finances publiques. Un soutien budgétaire continu sera nécessaire à court terme, et la politique monétaire offre actuellement un environnement favorable aux emprunts souverains dans de nombreux pays de l'OCDE. Néanmoins, les législateurs doivent commencer à planifier à l'avance dès maintenant. Les pays devraient utiliser le temps que leur confère une politique monétaire expansionniste pour concevoir des cadres de finances publiques durables qui permettent de stabiliser les chocs tout en soutenant la capacité des économies à assurer une croissance durable et inclusive.

#### **Un soutien prioritaire et continu à ceux qui sont les plus affectés par la crise**

*Stefano Scarpetta*, Directeur, Emploi, Travail et Affaires sociales, OCDE

La pandémie de COVID-19 continue de perturber fortement nos modes de vie et de travail. Les niveaux de chômage restent nettement supérieurs à ceux d'avant la crise, et certains groupes - notamment les travailleurs à faible

revenu, les travailleurs occupant des emplois atypiques et les jeunes - ont été particulièrement touchés par la crise. Cette session examinera quel soutien les pays peuvent continuer à fournir et comment l'adapter, alors que le chômage reste élevé et la création d'emplois faible. Elle sera également l'occasion d'aborder la façon dont les pays peuvent poser les bases d'une reprise inclusive et résiliente grâce à leur marché du travail et à leur politique sociale.

Commentateurs :

**Antonio Hurtado**, Membre du Parlement, Espagne

**Eva Lindh**, Membre du Parlement, Suède

16h00 – 16h10 Pause

\*\*\*

### Séance spéciale du Groupe parlementaire sur la fiscalité

16h10 – 18h00 **Point sur les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie**  
**Pascal Saint-Amans**, Directeur, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE

Commentateur : **Paul Tang**, Membre du Parlement européen, Pays-Bas

**Vue d'ensemble des Rapports sur le *Blueprint* du Pilier Un (répartition des bénéfices des entreprises multinationales) et du Pilier Deux (Règle d'inclusion du revenu et règle relative aux paiements insuffisamment imposés (les règles « GloBE »))**

**Achim Pross**, Chef de division, Coopération internationale et administration fiscale, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE

Commentatrice : **Bénédicte Peyrol**, Membre du Parlement, France

Relever les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie est depuis longtemps une priorité du Cadre inclusif sur le BEPS de l'OCDE et du G20. La crise du COVID-19 a exacerbé bon nombre de ces défis fiscaux, et la numérisation croissante de l'économie a rendu encore plus aiguë la nécessité d'une solution multilatérale et consensuelle entre les 139 membres du Cadre inclusif. Cette session présentera l'état actuel des négociations du Cadre inclusif, ainsi que la voie à suivre compte tenu de l'échéance de la mi-2021 pour parvenir à une solution, conformément au mandat du G20. Un bref aperçu des rapports sur les blueprints des Piliers Un et Deux sera également proposé. Une synthèse des autres travaux en cours et à venir de l'OCDE sur la coordination fiscale internationale et sur les réponses de la politique fiscale à la crise du COVID-19 sera de plus présentée.

**Mercredi 10 février 2021**

**Santé : gérer les conséquences de la pandémie**

13h00 – 14h00 **Coopération sur les vaccins : quelle est la prochaine étape ?**  
*Mark Pearson, Directeur adjoint, Emploi, Travail et Affaires sociales, OCDE*

Commentateurs :

*Ricardo Baptista Leite, Membre du Parlement, Portugal, Président de UNITE*

*Luisa Carcedo, Membre du Parlement, Espagne*

*Mickey Levy, Membre du Parlement, Israël*

Le développement des vaccins contre le COVID-19 est un exemple de réussite extraordinaire. En moins d'un an, des vaccins novateurs ont été développés, testés et approuvés et des campagnes de vaccination ont commencé. Cependant, la demande de vaccins excède actuellement l'offre, et leur accès est très inégal, favorisant les pays riches qui disposent de contrats d'approvisionnement bilatéraux, et entraînant une concurrence entre pays pour faire vacciner sa population en premier. Renforcer l'approvisionnement mondial de vaccins contribuera à réduire ces tensions. Pour faciliter le développement de la fabrication et de la production, nous devons veiller à un transfert de technologie et de savoir-faire plus large. Grâce à une augmentation massive de la fabrication, des millions de doses pourront être produites à l'échelle mondiale en seulement quelques mois, permettant une campagne sans précédent de vaccination planétaire. Distribuer ces vaccins de manière rapide et efficace va toutefois nécessiter des efforts de logistique et d'organisation exceptionnels. Obtenir des doses de vaccins pour les pays à revenu faible et intermédiaire n'est pas seulement une question d'équité, c'est également dans l'intérêt des pays riches – si nous laissons la pandémie se propager sans contrôle dans les pays pauvres, de nouvelles vagues de la maladie continueront à porter atteinte à la santé de tous, à la société et à toutes les économies.

14h00 – 14h15 Pause

14h15 – 15h00 **Conséquences et enseignements des vagues de COVID-19 : la résilience des systèmes de santé**  
*Francesca Colombo, Cheffe de la Division de la santé, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, OCDE*

Commentateurs :

*Gabriela Cuevas Barrón, Membre du Parlement, Mexique*

*Teru Fukui, Membre du Parlement, Japon*

La pandémie mondiale de COVID-19 continue d'infliger un lourd tribut sanitaire à de nombreux pays, particulièrement en Europe et en Amérique. Cette pandémie a révélé des systèmes de santé non préparés, nécessitant des investissements supplémentaires pour les rendre plus résilients à l'avenir. Cela permettra de garantir que les importantes répercussions humaines, sociales et économiques des chocs sanitaires ne se reproduiront pas. Renforcer les soins de santé primaires et les soins de longue durée constitue un élément essentiel de la résilience des systèmes

de santé. En première ligne du système de santé, des soins primaires très performants contribuent au maintien en bonne santé des populations, et permettent la continuité des soins en période de perturbation. En se concentrant sur certaines des personnes les plus vulnérables de nos sociétés, les soins de longue durée doivent disposer des ressources et des outils nécessaires pour veiller aux besoins des personnes âgées.

15h00 – 16h00

**Impact de la pandémie sur la santé mentale**

**Francesca Colombo**, *Cheffe de la Division de la santé, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, OCDE*

Commentateurs :

**John Barlow**, *Membre du Parlement, Canada*

**Martine Wonner**, *Membre du Parlement, France*

Les problèmes liés à la santé mentale représentent une charge de morbidité significative dans les pays de l'OCDE – une personne sur deux va en souffrir au cours de sa vie, et une sur cinq vit avec à un moment donné. Les coûts économiques d'une mauvaise santé mentale, conséquences d'une incapacité, d'une absence pour cause de maladie, d'une perte de productivité et de capacité, s'élèvent dans certains pays à hauteur de 4% du PIB.

La crise liée au COVID-19, sanitaire et économique, a eu des répercussions négatives importantes sur la santé mentale de la population. Partout où les taux ont été mesurés, la prévalence de l'anxiété et de la dépression a augmenté, les jeunes et les chômeurs confrontés à l'insécurité financière exprimant des niveaux de détresse particulièrement élevés. Pour répondre à cette détresse mentale croissante, les pouvoirs publics ont commencé à prendre des mesures, mais une action plus vigoureuse est encore nécessaire pour apporter aux personnes touchées le soutien dont ils ont besoin en matière de santé mentale.